

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2326

[C — 2001/27466]

5 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou du concours d'un architecte

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 84, § 2;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil national de l'Ordre des Architectes;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 avril 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 262 à 265 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 déterminant la liste des actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou du concours d'un architecte, sont remplacés par le texte suivant :

« Art. 262. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, les actes et travaux suivants sont dispensés du permis d'urbanisme :

1° les constructions provisoires d'infrastructures de chantiers relatifs à des actes et travaux autorisés, en ce compris les réfectoires, logements et sanitaires ainsi que les pavillons d'accueil, pendant la durée des travaux et pour autant qu'ils se poursuivent de manière continue;

2° le placement de panneaux capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques, pour autant :

a) que leur superficie totale, d'un seul tenant, ne dépasse pas 10 m²;

b) que l'ensemble des panneaux soit incorporé dans la toiture ou fixé sur la toiture à l'aide de supports; dans ce cas, l'ensemble de la superstructure ne peut excéder 0,30 mètre d'épaisseur;

c) que l'ensemble des panneaux présente une forme rectangulaire;

d) qu'il ne présente aucun débordement par rapport à la toiture du bâtiment;

e) qu'il respecte le parallélisme des plans et des lignes dudit bâtiment;

3° à la condition que la stabilité du bâtiment ne soit pas mise en danger, les travaux d'aménagement intérieur ou extérieur, les travaux de conservation et d'entretien qui ne portent pas atteinte à ses structures portantes ou qui n'impliquent pas une modification de son volume construit ou de son aspect architectural;

4° tout volume secondaire sans étage, à édifier à l'arrière d'un bâtiment dûment autorisé, en contiguïté ou séparé de lui et pour autant :

a) qu'il y en ait au maximum deux par propriété, dont un seul peut être accolé à l'habitation;

b) que les deux volumes secondaires ne soient pas accolés l'un à l'autre;

c) que la superficie de chaque volume secondaire n'ait pas plus de 12 m² et que la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

d) qu'ils soient érigés à 1 mètre au moins des limites mitoyennes ou en mitoyenneté;

e) que le matériau de parement des élévations soit la brique, la pierre, le crépi, le bois, le béton à texture serrée ou le vitrage;

f) que le volume secondaire non accolé à l'habitation soit composé d'un volume simple surmonté d'une toiture à deux versants de mêmes pente et longueur;

g) que les matériaux de parement du volume secondaire accolé soient similaires à ceux du bâtiment existant;

h) qu'il subsiste au moins quinze pour cent de la superficie totale de la parcelle libre de toute construction;

5° dans les cours et jardins :

a) pour autant que ne s'ensuive aucune modification sensible du relief du sol, tout aménagement conforme à une destination de cours et jardins, notamment la création de chemins, de terrasses ou l'installation de bacs à plantation, les fontaines décoratives ou les étangs et piscines non couvertes d'une superficie maximale au sol de 15 m²;

b) le placement de mobilier de jardin tels que bancs, tables, sièges, feux ouverts ou barbecues, poubelles, compostières, pergolas ou colonnes pour autant que la hauteur totale ne dépasse pas 2,50 mètres et qu'il soit situé à 1 mètre au moins des limites mitoyennes;

c) le placement de candélabres et de poteaux d'éclairage de manière telle que le faisceau lumineux issu des lampes reporté au sol n'excède pas les limites mitoyennes;

d) les appareillages strictement nécessaires à la pratique des jeux ne dépassant pas la hauteur de 3,50 mètres;

e) une volière d'une superficie maximale de 12 m² dont la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol, pour autant qu'elle se situe à l'arrière du bâtiment par rapport à la voirie et à 3 mètres au moins des limites mitoyennes;

f) les abris pour animaux pour autant :

- que la superficie maximale soit de 12 m² par propriété;
- qu'ils soient érigés à 3 mètres au moins des limites mitoyennes;
- qu'ils soient érigés à 20 mètres au moins de toute habitation voisine;
- que la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;
- que le matériau de parement des élévations soit la brique, la pierre, le crépi, le bois, le grillage ou le béton à texture serrée;

g) un rucher ou des ruches établis à une distance d'au moins 20 mètres d'une habitation ou du domaine public ou à une distance d'au moins 10 mètres si un obstacle plein d'une hauteur de 2 mètres au moins existe entre le rucher ou les ruches et l'habitation ou le domaine public et pour autant que le volume du rucher présente, au plus, une longueur de 4 mètres, une largeur de 2 mètres et une hauteur totale de 2,50 mètres;

h) sans préjudice de l'article 263, 7° du Code, les clôtures de 2 mètres de hauteur maximum constituées au moyen de haies vives d'essences régionales ou de piquets reliés entre eux par des fils ou treillis à larges mailles avec, éventuellement à la base, une plaque de béton ou un muret de 0,50 mètre de hauteur maximum, ou par une ou deux traverses horizontales, ainsi que les portiques et portillons d'une hauteur maximale de 2 mètres permettant une large vue sur la propriété;

i) le placement de citernes à eau ou combustibles enfouies, drains, puits perdus, conduits en sous-sol, avaloirs, filets d'eau, regards, taques et fosses septiques et tout autre système d'épuration individuelle, pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété;

6° les antennes de radio-télévision ou les antennes paraboliques, pour autant :

- a) que leur superficie ne dépasse pas 1 m²;
- b) qu'elles prennent ancrage au sol dans les cours ou jardins implantés à l'arrière des habitations par rapport à la voirie ou sur une élévation ou un pan de toiture sis à l'arrière de l'habitation par rapport à la voirie; dans le cas où elles prennent ancrage sur une élévation ou un pan de toiture, les antennes doivent être d'un ton similaire à celui de leur support;

c) qu'elles soient implantées à 3 mètres minimum des limites mitoyennes;

7° la démolition de constructions accessoires, accolées ou isolées, d'un bâtiment dûment autorisé pour autant :

- a) que leur superficie au sol soit inférieure à 12 m²;
- b) qu'elles ne soient pas érigées sur l'alignement;

8° le placement d'installations à caractère social, culturel, sportif ou récréatif, pour une durée maximale de soixante jours;

9° sur le domaine de la voirie publique :

a) pour les chaussées n'excédant pas 7 mètres de largeur et pour autant qu'il n'y ait pas d'élargissement de l'assiette desdites chaussées ni de modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement des fondations et du revêtement des chaussées, bermes, bordures et trottoirs, à l'exception des changements de revêtements constitués de pierres naturelles;

b) sans modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement, le déplacement ou l'enlèvement des éléments accessoires tels que les parapets, les glissières et bordures de sécurité, à l'exception des murs de soutènement et des écrans antibruits;

c) la pose ou l'enlèvement des dispositifs d'évacuation d'eau tels que filets d'eau, avaloirs, taques, égouts et collecteurs de moins de 1,25 mètre de hauteur;

d) la pose, le renouvellement ou le déplacement de câbles, conduites et canalisations situés dans le domaine public;

e) les aménagements provisoires de voirie d'une durée maximale de deux ans;

f) les travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, personnes à mobilité réduite ou cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers;

g) le placement et le renouvellement de petit mobilier urbain tels que bancs, tables, sièges, poubelles, candélabres, bacs à plantations, petites pièces d'eau;

h) les travaux d'aménagement des espaces réservés aux plantations;

i) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs ou éléments suivants :

- la signalisation, en ce compris son support et les portiques, ainsi que sa protection vis-à-vis de la circulation (...);
- les dispositifs fixes ou mobiles limitant la circulation ou le stationnement;
- les dispositifs de contrôle du stationnement, tels que les parcmètres ou appareils horodateurs;
- les dispositifs de stationnement pour véhicules à 2 roues;
- les dispositifs accessoires d'installations techniques, souterraines ou non, tels que armoires de commande électrique de feux de signalisation ou d'éclairage public, bornes téléphoniques, bornes incendies, armoires de télédiffusion;

j) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'éclairage public;

- k)* le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'affichage et de publicité suivants :
- les colonnes dont le fût est d'au plus 1,20 mètre de diamètre et ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur;
 - les panneaux sur pieds dont les hauteurs et largeurs maximales ne dépassent pas respectivement 2,50 mètres et 1,70 mètre et dont la superficie utile ne dépasse pas 4,00 m² par face;
- l)* l'établissement ou la modification de la signalisation au sol;
- m)* le placement, le déplacement ou l'enlèvement de ralentisseurs de trafic;
- n)* la pose, l'enlèvement ou le renouvellement des dispositifs d'exploitation des voies et des lignes de transport en commun tels que poteaux caténaux, signaux, portiques, loges, armoires de signalisation ou poteaux d'arrêts pour les voyageurs;
- o)* sans préjudice de l'obtention préalable d'une autorisation de voirie, le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur horeca, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 50 m²;

10° dans la zone forestière, les miradors en bois visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, du décret du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

11° la réalisation d'ouvrages défensifs à caractère opérationnel ou devant rester secret stratégique, pour le compte du Ministère de la Défense nationale et dont la liste est établie conjointement par le Ministre de la Défense nationale et le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

Art. 263. Les actes et travaux suivants sont dispensés de l'avis conforme du fonctionnaire délégué :

1° tout volume secondaire sans étage, fermé ou non, à édifier à l'arrière d'un bâtiment dûment autorisé, en contiguïté ou séparé de lui, ne remplissant pas les conditions de l'article 262, 4°, du Code et pour autant qu'il y ait deux maximum par propriété non accolés l'un à l'autre et que leur superficie respective n'excède pas 35 m²;

2° dans un bâtiment existant :

a) l'ouverture ou la modification de fenêtres dans le plan de la toiture sur maximum un niveau et totalisant au maximum un quart de la longueur de l'élévation correspondante;

b) l'ouverture ou la modification de baies dans le plan des élévations sur maximum un niveau et totalisant au maximum un quart de la longueur de l'élévation où elle est pratiquée;

c) l'obturation de baies en toiture ou en élévation, pour autant qu'elle soit exécutée dans les mêmes matériaux que ceux de la toiture ou de l'élévation où elle est pratiquée;

3° dans les cours et jardins situés à l'arrière de l'habitation par rapport à la voirie, les volières et abris pour animaux de plus de 12 m², les colombiers, pour autant qu'ils soient implantés à 3 mètres au moins des limites mitoyennes;

4° dans les cours et jardins situés à l'arrière de l'habitation par rapport à la voirie, la construction d'un étang ou d'une piscine non couverte, autres que ceux visés à l'article 262, 5°, *a*, du Code;

5° la construction de murs de séparation;

6° la construction de murs de soutènement;

7° la pose de clôtures, de portiques ou portillons autres que ceux visés à l'article 262, 5°, *h*, du Code;

8° l'aménagement d'une aire de stationnement de plus de deux véhicules et de moins de dix véhicules;

9° l'aménagement d'une aire de dépôt de moins de cinq véhicules usagés ou de moins de 60 m³ de mitraille, de matériaux ou de déchets, pour autant qu'elle soit implantée à l'arrière des bâtiments par rapport à la voirie;

10° le placement d'une ou plusieurs enseignes ou d'un ou plusieurs dispositifs de publicité;

11° la démolition de volumes secondaires, accolés ou isolés, autres que visés à l'article 262, 7°, du Code;

12° l'aménagement, par propriété, d'un terrain de sport non couvert dans la mesure où il est distant de 3 mètres au moins des limites mitoyennes et que ses dimensions ne dépassent pas 45 mètres x 25 mètres;

13° les actes et travaux d'aménagement conformes à la destination normale des cours et jardins pour autant qu'ils relèvent des actes et travaux visés à l'article 262, 5°, *a)* à *d)*, du Code, mais n'en remplissent pas les conditions;

14° le placement de citernes à eau ou combustibles non enfouies pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété et non destinés à une activité commerciale;

15° le boisement, le déboisement, l'abattage d'arbres isolés à haute tige plantés dans les zones d'espaces verts prévues par un plan en vigueur, ainsi que des arbres existant dans un bien ayant fait l'objet d'un permis de lotir, à l'exception des arbres remarquables visés à l'article 84, § 1^{er}, 11°;

16° le placement sur un bâtiment de panneaux capteurs solaires autres que visés à l'article 262, 2°, du Code;

17° la construction de silos couloirs;

18° le placement d'une ou plusieurs installations, fixes ou mobiles, ne nécessitant aucun assemblage;

19° l'édification d'antennes, en ce compris, les antennes paraboliques, mâts, pylônes et autres structures similaires, pour autant :

a) que ces actes et travaux ne soient pas visés à l'article 262, 6°, du Code;

b) que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale;

c) que ces actes et travaux ne relèvent pas de réseaux de télécommunication, notamment les réseaux de téléphonie, de radiophonie, de radiotéléphonie et de télédistribution;

20° les éoliennes pour autant :

a) qu'elles ne relèvent pas d'un réseau de production ou de distribution d'électricité;

b) que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale;

21° les travaux de conservation et d'entretien qui modifient l'aspect architectural d'un bâtiment, tels que la modification de l'aspect de matériaux de toiture ou de parement des élévations, résultant du sablage, de la peinture, du cimentage et du crépi, du remplacement des pierres ou des briques de parement, le remplacement des portes et châssis;

22° la modification de destination d'un bâtiment visée à l'article 84, § 1^{er}, 6°, du Code pour autant qu'elle ne requière aucun acte et travaux impliquant une modification du volume construit ou de l'aspect architectural du bâtiment, à l'exception des modifications d'aspect architectural visées par le présent article;

23° les actes et travaux se rapportant à une modification de destination d'un bâtiment autre que celle visée à l'article 84, § 1^{er}, 6°, du Code, pour autant qu'ils n'impliquent pas une modification du volume construit ou de l'aspect architectural du bâtiment, à l'exception des modifications d'aspect architectural visées par le présent article;

24° les actes et travaux pour lesquels un certificat d'urbanisme n° 2, non périmé à la date de la demande, a été délivré suite à un avis favorable (...) du fonctionnaire délégué, pour autant que :

- a) ces actes et travaux n'impliquent pas l'application des dispositions de l'article 114 du Code;
- b) les prescriptions en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme applicables à la demande n'aient pas été modifiées depuis la date de délivrance du certificat d'urbanisme n° 2;
- c) le cas échéant, le collège des bourgmestre et échevins impose le respect des conditions énoncées dans l'avis du fonctionnaire délégué;

25° la création, dans un bâtiment existant, d'au moins deux logements, de studios, de flats ou kots, pour autant que les actes et travaux s'y rapportant n'impliquent aucune modification du volume construit ou de l'aspect architectural du bâtiment, à l'exception des modifications d'aspect architectural visées par le présent article;

26° les abris pour voyageurs aux arrêts des transports en public;

27° sans préjudice de l'obtention préalable d'une autorisation de voirie, le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur horeca d'une superficie supérieure à 50 m², ou d'une terrasse couverte saisonnière dans ce secteur;

28° la construction de ruches ou ruchers autres que visés à l'article 262, 5°, g, du Code.

Art. 264. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

- 1° les actes et travaux visés à l'article 262 du Code;
- 2° la démolition de volumes secondaires sans étage ni sous-sol;
- 3° la construction de volumes secondaires non destinés à l'habitation, isolés, sans étage ni sous-sol, d'une superficie inférieure à 35 m²;
- 4° la construction de serres et vérandas accolées à l'habitation principale, pour autant que :
 - a) elles ne comportent qu'un seul niveau;
 - b) leur profondeur ne dépasse pas 3,50 mètres;
- 5° la modification sensible du relief du sol;
- 6° la modification de destination visée à l'article 84, 6°, du Code;
- 7° les actes et travaux visés à l'article 263, 3° à 5°, 7° à 10°, 12° à 14°, 17° à 23° et 26° à 28°, du Code;
- 8° le boisement, le déboisement, l'abattage ou l'élagage d'arbres ou de haies;
- 9° mettre en œuvre le plan de gestion d'une réserve naturelle domaniale, ou agréée, approuvé par le Gouvernement en application de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 10° les dépôts de véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets autres que visés à l'article 263, 9°, du Code.

Art. 265. Les exonérations visées à l'article 262, 9°, à l'article 263, 2°, 5° à 8°, 10° à 12°, à l'article 263, 14° et 18°, pour autant que ces actes et travaux soient implantés dans les cours et jardins sis à front de voirie ou accolés à la façade ou au pignon du bâtiment implanté à front de voirie et à l'article 263, 19° à 23°, 25° et 26°, ne sont pas d'application :

- 1° dans une zone de protection visée à l'article 187 du Code;
- 2° dans un périmètre d'application du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme, visé au chapitre XVII du livre IV du Code;
- 3° dans un territoire communal ou une partie de territoire communal où s'applique le règlement général sur les bâtisses en site rural, visé au chapitre XVII quater du livre IV du Code;
- 4° dans une zone où s'applique le règlement régional d'urbanisme sur la qualité acoustique des constructions dans un périmètre aéro-portuaire visé au chapitre XVII sexies du titre 1^{er} du livre IV du Code.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux demandes de permis ayant fait l'objet d'un accusé de réception ou d'un récépissé à dater du quinzième jour qui suit son entrée en vigueur.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2326

[C — 2001/27466]

5. JULI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe hinsichtlich der Handlungen und Arbeiten, für welche entweder die Städtebaugenehmigung, das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten oder die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Februar 1939 über den Schutz des Architektentitels und -berufs, insbesondere des Artikels 4, Absatz 3;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 84, § 2;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens des Nationalen Rats der Architektenkammer;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 9. April 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996, abgegebenen Gutachtens des Staatrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Festlegung der Liste der Handlungen und Arbeiten, für welche entweder die Städtebaugenehmigung, das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten oder die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist, abgeänderten Artikel 262 bis 265 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

«Art. 262 - Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist keine Städtebaugenehmigung erforderlich, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben:

1° vorläufige Infrastrukturbauten auf Baustellen für genehmigte Handlungen und Arbeiten, einschließlich Speiseräume, Wohnräume und Sanitäräume sowie Aufenthaltspavillons, während der Dauer der Arbeiten, insofern diese ununterbrochen ausgeführt werden;

2° die Anlage von thermischen oder photovoltaischen Sonnenkollektoren, insofern:

- a) ihre unbedingt zusammenhängende Gesamtfläche nicht größer als 10 m² ist;
- b) die gesamten Sonnenkollektoren in das Dach eingebaut oder auf das Dach mit Trägern befestigt werden; in diesem Fall darf die gesamte Superstruktur nicht stärker als 0,30 Meter sein;
- c) die durch die Sonnenkollektoren gebildete Einheit rechteckig ist;
- d) sie keinen Überhang über das Dach des Gebäudes hinaus aufweist;
- e) der Parallelismus der Flächen und der Linien des besagten Gebäudes beachtet wird;

3° sofern die Festigkeit des Gebäudes nicht gefährdet wird, Innen- oder Außeneinrichtungsarbeiten, Instandhaltungs- und Pflegearbeiten, die seine Tragstruktur nicht treffen oder keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben;

4° jegliches hinter einem ordnungsgemäß genehmigten Gebäude, an einem solchen Gebäude angrenzend oder davon getrennt, zu errichtendes etagenloses Nebenvolumen, unter der Bedingung, dass:

- a) es höchstens zwei davon je Grundstück gibt, von denen nur ein einziges an das Wohnhaus angrenzen darf;
- b) die beiden Nebenvolumen nicht aneinander angrenzen;
- c) die Fläche jedes Nebenvolumens 12,00 m², seine Gesimshöhe 2,50 m und seine Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreiten;
- d) sie mindestens 1,00 Meter von den Grundstücksgrenzen bzw. in Miteigentum gebauten Grenzen errichtet werden;
- e) der Verblendwerkstoff des aufgehenden Mauerwerks entweder Ziegelstein, Stein, Verputz, Holz, feinkörniger Beton oder Verglasung ist;
- f) das an das Wohnhaus nicht angrenzende Nebenvolumen aus einem einfachem Volumen mit einem Satteldach mit zwei Dachseiten gleicher Höhe und Neigung besteht;
- g) die Verblendwerkstoffe des angrenzenden Nebenvolumens die gleichen wie diejenigen des bestehenden Gebäudes sind;

h) mindestens fünfzehn v. H. der Gesamtfläche der Parzelle frei von jedem Bau bleiben;

5° in den Höfen und Gärten :

a) jede Anlage, die keine bedeutende Abänderung des Bodenreliefs zur Folge hat und der Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entspricht, insbesondere die Anlage von Wegen, Terrassen, Pflanztrögen, Zierbrunnen oder Teichen und nicht überdachten Schwimmbecken mit einer Höchstfläche am Boden von 15 m²;

b) das Aufstellen von Gartenmöbeln, wie Bänken, Tischen, Sesseln, offenen Feuern oder Barbecue-Grills, Mülltonnen, Kompostbehältern, Pergolen oder Säulen, insofern ihre Gesamthöhe 2,50 m nicht überschreitet und sie mindestens 1,00 m von den Grundstücksgrenzen gelegen sind;

c) das Aufstellen von Kandelabern und Lichtmasten, so dass der auf den Boden fallende Lichtstrahl der Lampen nicht über die Grundstücksgrenzen hinausragt;

d) die einzig und allein für das Betreiben von Spielgeräten erforderlichen Gegenstände, die eine Höhe von 3,50 m nicht überschreiten;

e) ein Vogelhaus mit einer Höchstfläche von 12 m², und dessen Dachgesimshöhe 2,50 m und Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreitet, sofern es hinter dem Gebäude im Verhältnis zum Wegenetz und mindestens 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt steht;

f) die Tierhütten, sofern:

- die Höchstfläche 12 m² je Grundstück beträgt;

- sie mindestens 3 Meter von den Grundstücksgrenzen entfernt errichtet werden;

- sie mindestens 20 Meter von jeglicher Nachbarwohnung entfernt errichtet werden;

- ihre Gesimshöhe 2,50 m und ihre Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreiten;

- der Verblendwerkstoff des aufgehenden Mauerwerks entweder Ziegelstein, Stein, Verputz, Holz, Drahtgitter oder feinkörniger Beton ist;

g) ein Bienenhaus bzw. Bienenstöcke, die in einer Entfernung von mindestens 20 Metern von einem Wohnhaus oder vom öffentlichen Gebiet oder aber, falls ein mindestens 2 m hohes vollwandiges Hindernis zwischen dem Bienenhaus bzw. den Bienenstöcken und dem Wohnhaus oder dem öffentlichen Gebiet vorhanden ist und vorausgesetzt, dass das Bienenhaus höchstens 4 m lang, 2 m breit und insgesamt 2,50 m hoch ist, in einer Entfernung von mindestens 10,00 Metern errichtet werden;

h) unbeschadet von Artikel 263, 7° des Gesetzbuches, Zäune, deren Höhe 2 m nicht überschreitet, bestehend aus lebenden Hecken aus regionalen Pflanzenarten oder aus Pfählen, die untereinander durch Draht oder Grobmaschendraht, gegebenenfalls mit einer höchstens 0,50 m hohen Betonplatte oder Mauer an der Basis, oder aber durch eine oder zwei waagerechte Querstücke verbunden werden, sowie Portalrahmen und Tore, die nicht höher als 2 m sind, durch die eine breite Aussicht auf das Eigentum möglich ist;

i) das Anbringen von eingegrabenen Wasser- oder Brennstofftanks, Dränrohren, Sickergruben, unterirdischen Leitungen, Abläufen, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben und von jeglichem individuellen Klärsystem, insofern diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Ausstattung des Grundstücks erforderlichen Infrastruktur stehen;

6° Rundfunk- und Fernsehantennen oder Parabolantennen, sofern:

a) ihre Fläche 1,00 m² nicht überschreitet;

b) sie im Boden in den Höfen und Gärten, die hinter den Wohnhäusern im Verhältnis zum Wegenetz gelegen sind, oder in einem aufgehenden Mauerwerk oder in einer Dachseite, die hinter dem Wohnhaus im Verhältnis zum Wegenetz gelegen sind, verankert sind; wenn sie in einem aufgehenden Mauerwerk oder in einer Dachseite verankert sind, müssen die Antennen ein ähnliche Farbe wie ihre Träger haben;

c) sie in einer Entfernung von mindestens 3 m der Grundstücksgrenzen angebracht sind;

7° der Abbruch von getrennten oder angrenzenden Nebengebäuden eines ordnungsgemäß genehmigten Gebäudes, sofern:

a) ihre Fläche am Boden unter 12 m² liegt;

b) sie nicht auf der Baulinie gebaut worden sind;

8° die Anlage von Einrichtungen mit sozialem, kulturellem, sportlichem oder Freizeitcharakter, für eine Dauer von höchstens 60 Tagen;

9° auf dem öffentlichen Wege- und Straßennetz:

a) für die unter 7 m breiten Straßen, insofern die Fläche der Straßenanlage nicht verbreitert wird und die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung der unteren Tragschichten und des Belags der Straßen, Bankette, Bordsteine oder Bürgersteige, mit Ausnahme der Veränderungen von Belägen aus Naturstein;

b) insofern die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung, die Verlegung oder das Entfernen der Einbauten wie Sicherheitsbrüstungen, -leitplanken und -bordsteine, mit Ausnahme der Stützmauern und der Lärmschutzzäune;

c) das Anlegen oder Entfernen von Wasserableitungsvorrichtungen wie Wasserrinnen, Abläufen, Deckeln, Kanalisationen und Sammlern, die unter 1,25 m hoch sind;

d) das Anlegen, die Erneuerung oder die Verlegung von Kabeln, Leitungen und Kanalisationen, die im öffentlichen Gebiet liegen;

e) die vorläufige Einrichtung der Straßen für eine maximale Dauer von zwei Jahren;

f) die Ausbauarbeiten in für Fußgänger, Personen mit eingeschränkter Mobilität oder Radfahrer vorbehaltenen Bereichen, die die lokale Vergrößerung dieser Bereiche, die Verbesserung ihres ästhetischen Aussehens oder die Sicherheit der Benutzer zum Zweck haben;

g) die Anlage und Erneuerung kleiner Straßenausstattung wie Bänke, Tische, Sessel, Mülltonnen, Lichtmasten, Pflanzentröge, kleine Teiche;

h) die Ausbauarbeiten in für Anpflanzungen vorbehaltenen Bereichen;

- i) das Anlegen, Verlegen oder Entfernen der folgenden Vorrichtungen bzw. Einbauten:
- die Beschilderung, einschließlich deren Träger und die Gerüste, sowie ihre Schutzvorrichtungen gegen den Verkehr (...)
 - die ortsfesten oder beweglichen Vorrichtungen zur Beschränkung des Verkehrs oder des Parkens;
 - die Vorrichtungen zur Kontrolle des Parkens, wie z.B. Parkuhren oder Datum- und Uhrzeitstempelapparate;
 - die Vorrichtungen für das Abstellen von zweirädrigen Fahrzeugen;
 - die Nebenanlagen von technischen unterirdischen oder oberirdischen Vorrichtungen, wie Steuerschranke für Ampeln oder Straßenbeleuchtung, Rufsäulen, Feuerlöschwasserständer, Fernsehdrahtfunk- bzw. Kabelfernsehenschranke;
- j) die Anlage, die Verlegung oder das Entfernen von Vorrichtungen zur Straßenbeleuchtung;
- k) die Anlage, die Verlegung oder das Entfernen der folgenden Reklame- oder Anschlagvorrichtungen:
- Litfasssäulen mit einem Durchmesser von höchstens 1,20 m und einer maximalen Höhe von 3,50 m;
 - freistehende Anschlagtafeln, die nicht höher als 2,50 m und nicht breiter als 1,70 m sind und deren Nutzfläche nicht mehr als 4 m² pro Seite beträgt.
- l) die Bodenmarkierung oder deren Abänderung;
- m) das Aufstellen, Verlegen oder Entfernen von Vorrichtungen zur Verkehrsberuhigung;
- n) das Aufstellen, das Entfernen oder die Erneuerung der Vorrichtungen zum Betrieb der öffentlichen Verkehrsmittelwege und -linien, wie Oberleitungsmaste, Signale, Fahrleitungsjoche, Beschilderungszellen oder -schranke oder Pfosten der Haltestellen für Reisende;
- o) unbeschadet der vorherigen Erteilung einer Straßenbaugenehmigung, die Anlage einer saisonbedingten offenen Terrasse im Hotel- und Gaststättengewerbe, sofern ihre Fläche 50,00 m² nicht überschreitet;
- 10° in einem Forstgebiet, die in Artikel 1, § 1, 9° des Dekrets vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Aussichtstürme aus Holz;
- 11° der Bau für Rechnung des Ministeriums für Landesverteidigung von zur Verteidigung bestimmten Bauwerken mit operationellem Charakter, oder die ein strategisches Geheimnis bleiben müssen, und deren Liste gemeinsam vom Minister für Landesverteidigung und vom für die Raumordnung zuständigen Minister erstellt wird.
- Art. 263 – Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten nicht erforderlich:
- 1° jegliches hinter einem ordnungsgemäß genehmigten Gebäude, an einem solchen Gebäude angrenzend oder davon getrennt, zu errichtendes etagenloses, geschlossenes oder nicht geschlossenes Nebenvolumen, das den Bedingungen von Artikel 262, 4° des Gesetzbuches nicht entspricht, sofern es höchstens zwei davon je Grundstück gibt, die nicht aneinander angrenzen und deren jeweilige Fläche 35 m² nicht überschreitet;
- 2° in einem bestehenden Gebäude:
- a) die Öffnung oder die Veränderung von Fenstern in der Dachfläche über höchstens eine Ebene, die insgesamt höchstens ein Viertel der Länge des entsprechenden aufgehenden Mauerwerks aufweisen;
 - b) die Öffnung oder die Veränderung von Ausschnitten in den aufgehenden Mauerwerken über höchstens eine Ebene, die insgesamt höchstens ein Viertel der Länge des Mauerwerks aufweisen, in dem sie vorgenommen werden;
 - c) das Absperren von Dach- oder Maueröffnungen, sofern dies mit den gleichen Materialien gemacht wird wie denjenigen des Dachs oder des aufgehenden Mauerwerks, in dem sich diese Öffnungen befinden;
- 3° in den Höfen und Gärten, die hinter den Wohnhäusern im Verhältnis zum Wegenetz gelegen sind, die Vogelhäuser und Tierhütten, die größer als 12 m² sind, die Taubenschläge, vorausgesetzt, dass sie mindestens 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt gelegen sind;
- 4° in den Höfen und Gärten, die hinter den Wohnhäusern im Verhältnis zum Wegenetz gelegen sind, der Bau eines Teiches oder eines nicht überdachten Schwimmbeckens, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262, 5°, a des Gesetzbuches erwähnt sind;
- 5° der Bau von Trennmauern;
- 6° der Bau von Stützmauern;
- 7° die Anlage von Zäunen, Portalrahmen oder Toren, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262, 5°, h des Gesetzbuches erwähnt sind;
- 8° das Anlegen einer Parkfläche für mehr als zwei und weniger als zehn Fahrzeuge;
- 9° das Anlegen eines Lagers für weniger als 5 ausgediente Fahrzeuge oder für weniger als 60 m³ Schrott, Materialien oder Abfall, vorausgesetzt, dass es hinter den Gebäuden im Verhältnis zum Wegenetz gelegen ist;
- 10° das Anbringen eines oder mehrerer Aushängeschilder oder Reklamevorrichtungen;
- 11° der Abbruch von angrenzenden bzw. einzeln stehenden Nebenvolumen, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262, 7° des Gesetzbuches erwähnt werden;
- 12° die Einrichtung eines nicht überdachten Sportplatzes je Grundstück, soweit er mindestens 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt gelegen ist und seine Abmessungen 45 m X 25 m nicht überschreiten;
- 13° die Handlungen und Ausbaurbeiten, die der normalen Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entsprechen, soweit diese der Kategorie der in Artikel 262, 5°, a) bis d) des Gesetzbuches erwähnten Handlungen und Arbeiten angehören, die aber die darin vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllen;

14° das Anbringen von nicht eingegrabenen Wasser- oder Brennstofftanks, vorausgesetzt, dass diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Ausstattung des Grundstücks erforderlichen Infrastruktur stehen und nicht zur Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit bestimmt sind;

15° die Aufforstung, Abholzung, das Fällen von alleinstehenden, hochstämmigen Bäumen, welche sich in einem Grüngelände befinden, das kraft eines geltenden Plans vorgesehen ist, sowie von Bäumen, die innerhalb eines Grundstücks stehen, für das eine Erschließungsgenehmigung erteilt worden ist, mit Ausnahme der in Artikel 84, § 1, 11° erwähnten bemerkenswerten Bäumen;

16° die Anlage an einem Gebäude von anderen Sonnenkollektoren als diejenigen, die in Artikel 262, 2° des Gesetzbuches erwähnt sind;

17° die Errichtung von Fahrhilfen;

18° das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester bzw. beweglicher Einrichtungen, die keine Montage erfordern;

19° das Errichten von Antennen, einschließlich der Parabolantennen, Masten, Gittermasten und anderen ähnlichen Strukturen, sofern:

a) diese Handlungen und Arbeiten nicht in Artikel 262, 6° des Gesetzbuches erwähnt sind;

b) sie in einer Entfernung von den Grundstücksgrenzen, die mindestens ihrer Gesamthöhe entspricht, errichtet werden;

c) diese Handlungen und Arbeiten nicht mit Telekommunikationsnetzen verbunden sind, insbesondere im Bereich der Telefonie, des Hörfunks, des Funksprechverkehrs und des Kabelfernsehens;

20° die Windräder, sofern:

a) sie keinem Stromerzeugung- oder -versorgungsnetz angehören;

b) sie in einer Entfernung von den Grundstücksgrenzen, die mindestens ihrer Gesamthöhe entspricht, errichtet werden;

21° die Instandhaltungs- und Pflegearbeiten, die das architektonische Aussehen eines Gebäudes abändern, wie die Abänderung des Aussehens der Dachmaterialien oder des Verblendwerkstoffes des aufgehenden Bauwerks infolge des Sandstrahlens, Anstreichens, Zementierens und Verputzens, Ersetzens von Verblendungssteinen oder -ziegelsteinen, Ersetzens von Fenster- bzw. Außentürrahmen;

22° die Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes im Sinne von Artikel 84, § 1, 6° des Gesetzbuches, soweit sie keine Handlungen und Arbeiten erfordert, die eine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben, mit Ausnahme der Änderungen des architektonischen Aussehens, die durch den vorliegenden Artikel betroffen sind;

23° die Handlungen und Arbeiten, die mit einer anderen Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes als diejenige, die in Artikel 84, § 1, 6° des Gesetzbuches erwähnt ist, verbunden sind, soweit sie keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben, mit Ausnahme der Änderungen des architektonischen Aussehens, die durch den vorliegenden Artikel betroffen sind;

24° die Handlungen und Arbeiten, für welche eine am Tag der Antragstellung noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 infolge eines günstigen Gutachtens des beauftragten Beamten erteilt worden ist, sofern:

a) diese Handlungen und Arbeiten die Anwendung der Bestimmungen des Artikels 114 des Gesetzbuches nicht erfordern;

b) die raumordnerischen und städtebaulichen Vorschriften, die auf den Antrag Anwendung finden, seit der Erteilung der Städtebaubescheinigung Nr. 2 nicht abgeändert worden sind;

c) das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ggf. die Einhaltung der im Gutachten des beauftragten Beamten vorgesehenen Bedingungen auferlegt;

25° die Schaffung in einem bestehenden Gebäude von mindestens zwei Wohnungen, Studios, Einzimmerwohnungen oder Studentenzimmern, soweit die damit verbundenen Handlungen und Arbeiten keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben, mit Ausnahme der Änderungen des architektonischen Aussehens, die durch den vorliegenden Artikel betroffen sind;

26° die Wartehäuschen für Reisende an Haltestellen der öffentlichen Verkehrsmittel;

27° unbeschadet der vorherigen Erteilung einer Straßenbaugenehmigung, die Anlage einer saisonbedingten offenen Terrasse im Hotel- und Gaststättengewerbe, deren Fläche 50,00 m² überschreitet, oder einer saisonbedingten überdachten Terrasse in diesem Bereich;

28° der Bau von anderen Bienenhäusern bzw. -stöcken als denjenigen, die in Artikel 262, 5°, g des Gesetzbuches erwähnt sind;

Art. 264 – Die Beteiligung eines Architekten ist nicht erforderlich für:

1° die in Artikel 262 des Gesetzbuches erwähnten Handlungen und Arbeiten;

2° den Abbruch von Nebenvolumen ohne Stockwerk und ohne Erdgeschoss;

3° den Bau von einzeln stehenden Nebenvolumen, die nicht zu Wohnzwecken bestimmt sind, ohne Stockwerk und ohne Erdgeschoss, deren Fläche unter 35,00 m² liegt;

4° den Bau von Treibhäusern und Verandas, die an das Hauptwohnhaus angrenzen, sofern :

a) sie nur aus einer Ebene bestehen;

b) sie nicht tiefer als 3,50 m sind;

5° eine bedeutende Veränderung des Bodenreliefs;

6° eine in Artikel 84, 6° des Gesetzbuches erwähnte Abänderung der Zweckbestimmung;

7° die in Artikel 263, 3° bis 5°, 7° bis 10°, 12° bis 14°, 17° bis 23° und 26° bis 28° des Gesetzbuches erwähnten Handlungen und Arbeiten;

8° die Aufforstung, Abholzung, das Fällen oder die Ausästung von Bäumen oder Hecken;

9° die Durchführung des von der Regierung in Anwendung von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegten Verwaltungsplans eines domanialen bzw. eines zugelassenen Naturschutzgebietes;

10° die anderen Lager für ausgediente Fahrzeuge, Schrott, Materialien oder Abfälle als diejenigen, die in Artikel 263, 9° des Gesetzbuches erwähnt sind;

Art. 265 – Die in Artikel 262, 9°, in Artikel 263, 2°, 5° bis 8°, 10° bis 12°, in Artikel 263, 14° und 18° erwähnten Befreiungen, sofern diese Handlungen und Arbeiten in Höfen und Gärten stattfinden, die direkt am Wegenetz gelegen sind oder an die Fassade bzw. den Giebel des direkt am Wegenetz gelegenen Gebäudes angrenzen, und die in Artikel 263, 19° bis 23°, 25° und 26° erwähnten Befreiungen finden keine Anwendung :

1° in einem in Artikel 187 des Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet;

2° in einem Umkreis, in dem die in Kapitel XVII von Buch IV des Gesetzbuches erwähnte, für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung Anwendung findet;

3° in einem Gemeindegebiet oder Teil von Gemeindegebiet, in dem die in Kapitel XVII quater von Buch IV des Gesetzbuches erwähnte Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet;

4° in einem Gebiet, in dem die regionale Städtebauordnung bezüglich der akustischen Qualität der Bauten in einem in Kapitel XVIIsexies von Titel I von Buch IV des Gesetzbuches erwähnten Flughafengebiet Anwendung findet;

Art. 2. Der vorliegende Erlass findet Anwendung ab dem 15. Tag nach seinem Inkrafttreten auf die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Empfangsbestätigung oder einer Abnahmebescheinigung gewesen sind.

Art. 3. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4. Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Juli 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—————

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2326

[C – 2001/27446]

5 JULI 2001. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium voor wat betreft de handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning, het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar en de medewerking van een architect niet vereist zijn.**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 84, § 2;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Nationale Raad van de Orde der Architecten;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening);

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 9 april 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 262 tot en met 265 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot bepaling van de lijst van handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning, het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar en de medewerking van een architect niet vereist zijn, worden vervangen door navolgende tekst :

« Art. 262. Voor zover de hierna vermelde handelingen en werken geen afwijking van de wettelijke, decretale of regelgevende bepalingen inhouden, is de stedenbouwkundige vergunning niet vereist voor :

1° het optrekken van voorlopige bouwwerken voor de infrastructuur van bouwwerven die betrekking hebben op toegelaten handelingen en werken, waaronder met name eetzaal, logeerruimtes, sanitaire ruimtes en onthaalbalies, tijdens de duur van de werken en voor zover de uitvoering ervan zonder onderbreking verloopt;

2° het plaatsen van thermische of fotovoltaïsche zonnecollectoren, voor zover :

- a) de totale, aaneenliggende oppervlakte niet groter is dan 10 vierkante meter;
- b) alle zonnecollectoren in het dak geïntegreerd of door middel van een ondersteunende constructie op het dak vastgezet zijn; in dat geval mag de op het dak liggende constructie niet dikker zijn dan 0,30 meter;
- c) de collectoren in het geheel de vorm van een rechthoek hebben;
- d) ze in het geheel nergens boven of onder het dak van het gebouw uitsteken;
- e) ze evenwijdig lopen met de vlakken en de lijnen van bedoeld gebouw;

3° het uitvoeren van binnenhuis- of buitenhuisinrichtingen, van instandhoudings- of onderhoudswerken die de draagstructuur van het gebouw niet in gevaar brengen of die het gebouwde volume of het architectonisch uitzicht ervan niet wijzigen, op voorwaarde dat de stabiliteit van het gebouw niet bedreigd wordt;

4° het optrekken van nevengebouwen zonder verdieping achter een behoorlijk toegelaten gebouw, als belendend pand of zonder dat het tegen het hoofdgebouw leunt, waarbij volgende voorwaarden nageleefd moeten worden :

- a) er mogen slechts twee nevengebouwen per eigendom worden gebouwd, waarvan slechts één tegen de woning mag worden opgetrokken;
- b) de twee nevengebouwen mogen niet tegen elkaar worden opgetrokken;
- c) de nevengebouwen mogen elk slechts een oppervlakte van 12 vierkante meter beslaan, niet hoger zijn dan 2,50 meter aan de dakgoot en dan 3,50 meter aan de nok, waarbij de hoogte gemeten wordt vanaf het natuurlijke niveau van de bodem;
- d) de nevengebouwen moeten op minstens 1 meter van de gemeenschappelijke of in medeëigendom opgetrokken afscheiding staan;
- e) de buitenbedekking van de opgaande muren moet bestaan uit baksteen, natuursteen, pleisterkalk, hout, fijnkorrelig beton of glas;
- f) het niet tegen de woning opgetrokken nevengebouw moet uit één enkel stuk bestaan, bedekt met een hellend dak waarvan beide vlakken dezelfde hellingsgraad en dezelfde lengte hebben;
- g) het materiaal voor de buitenbedekking van het tegen de woning gebouwde nevengebouw moet van dezelfde aard zijn als dat van het bestaande gebouw;
- h) minstens vijftien percent van de totale oppervlakte van het onbebouwde stuk grond moet overblijven;

5° in voor- en achtertuinten :

a) voor zover het bodemreliëf geen enkele ingrijpende wijziging ondergaat, het voorzien van een inrichting die overeenstemt met de bestemming als voor- en achtertuin, inzonderheid het aanleggen van paden, terrassen of plantenbakken, sierfonteinen of niet-overdekte vijvers en zwembaden met een maximumoppervlakte op de grond van 15 m²;

b) het plaatsen van tuinmeubilair zoals banken, tafels, stoelen, open haarden of barbecues, vuilbakken, compostbakken, pergola's of zuilen voor zover ze een totale hoogte van 2,50 meter niet overschrijden en op minstens 1 meter van de gemeenschappelijke afscheiding staan;

c) het plaatsen van kandelaberzuilen en verlichtingspalen zonder dat de door de grond weerkaatste lichtbundel verder mag reiken dan de gemeenschappelijke afscheiding;

d) het plaatsen van de toestellen die strikt noodzakelijk zijn voor het spel met een maximumhoogte van 3,50 meter;

e) het plaatsen van een volière die niet meer dan 12,00 vierkante meter beslaat en die niet hoger reikt dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke niveau van de bodem worden berekend, voor zover deze volière vanaf de weg aan de achterkant van het gebouw staat en op minstens 3 meter van de gemeenschappelijke afscheiding;

f) het plaatsen van schuilplaatsen voor dieren, voor zover :

- de maximumoppervlakte niet meer bedraagt dan 12 vierkante meter per eigendom;
- ze op minstens 3 meter van de gemeenschappelijke afscheidingen staan;
- ze op minstens 20 meter van naburige woningen staan;
- ze niet hoger zijn dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 meter aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke niveau van de bodem worden berekend;
- de buitenbedekking van de opgaande muren bestaat uit baksteen, natuursteen, pleisterkalk, hout, traliewerk of fijnkorrelig beton;

g) het plaatsen van een bijenhuis of bijenkorven op minstens 20 meter van woningen of van het openbaar domein of op minstens 10 meter indien er tussen de bijenkorven of -huizen en de woningen of het openbaar domein een volle wand of dergelijke staat en voor zover het volume van het bijenhuis een maximum lengte van 4 meter, een maximumbreedte van 2 meter en een totaalhoogte van 2,50 meter heeft;

h) het plaatsen, onverminderd artikel 263, 7°, van het wetboek, van hoogstens 2 meter hoge afsluitingen bestaande uit ofwel heggen met inheemse struiken ofwel paaltjes die onderling verbonden zijn door middel van één of twee dwarsbalkjes, ijzerdraad of breedmazig traliewerk dat in voorkomend geval steunt op een betonplaat of een muurtje met een hoogte van hoogstens 0,50 meter alsmede portalen en hulpdeuren met een maximumhoogte van 2 meter die een open uitzicht op het eigendom mogelijk maken;

i) het ingraven van water- of brandstoftanken, van draineersloten, zinkputten, sterfputten, greppels, inspectieputten, septische putten, het aanleggen van platen, ondergrondse leidingen en elk ander individueel systeem voor waterzuivering, voor zover ze verband houden met de infrastructuur die nodig is voor de inrichting van het (de) eigendom(men);

6° het plaatsen van radio- of televisieantennes of parabolantennes die :

a) niet meer dan 1 vierkante meter beslaan;

b) aan de grond vastgehecht, in de voor- en achtertuinten die vanaf de weg aan de achterkant van de woningen gelegen zijn; indien de antennes op een ophoging of een dakvlak geplaatst zijn, moeten ze een kleur van dezelfde aard hebben als die van hun steunpunt;

c) op een minimumafstand van 3 meter van de gemeenschappelijke afscheiding opgesteld zijn;

7° de afbraak van losstaande of belendende bijgebouwen bij een behoorlijk toegelaten hoofdgebouw, voor zover :

a) de oppervlakte van die bijgebouwen minder bedraagt dan 12 vierkante meter;

b) ze niet op de rooilijn staan;

8° het plaatsen van installaties met een sociaal, cultureel, sportief of recreatief doel voor een maximumduur van zestig dagen;

9° het verrichten van volgende werken op het domein van de openbare weg :

a) voor rijwegen die niet breder zijn dan 7 meter en voor zover de grondslag van die rijwegen niet verbreed en de wezenskenmerken van het dwarsprofiel niet gewijzigd worden, het vernieuwen van de funderingen en van de bedekking van de rijwegen, bermen, straatboorden en trottoirs, behalve het wijzigen van de wegbedekking indien die uit natuursteen bestaat;

b) zonder de wezenskenmerken van het dwarsprofiel te wijzigen, het vernieuwen, het verplaatsen of het wegnemen van bijkomende elementen zoals brugleuningen, vangrails, schampranden, met uitzondering van steunmuren en geluidswerende panelen;

c) het aanleggen of wegnemen van waterafvoersystemen zoals greppels, sterfputten, platen, riolen en watervergaarbakken die minder dan 1,25 meter hoog zijn;

d) het aanleggen, vernieuwen of verplaatsen van kabels, buizen en leidingen in het openbaar domein;

e) het voorlopig inrichten van wegen met een maximale duur van twee jaar;

f) het uitvoeren van werken ter inrichting en voor plaatselijke verruiming van zones voor voetgangers, personen met verminderde beweeglijkheid of fietsers, alsook werken ter verfraaiing of beveiliging van bedoelde zones;

g) het plaatsen en vernieuwen van kleine openbare stadsvoorzieningen zoals zitbanken, tafels, stoelen, afvalbakken, kandelaarzuilen, plantenbakken, kleine waterpartijen;

h) het uitvoeren van werken ter inrichting van zones voor aanplantingen;

i) het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van volgende systemen of voorwerpen :

- de verkeerstekens, met inbegrip van de draagsteun hiervan en de verkeersportalen, alsmede de beschermende omhulsels (...);

- vastgehechte of verplaatsbare verkeerstekens voor het inperken van het verkeer of de parkeerplaatsen;

- controletoeestellen op parkeerplaatsen zoals parkeermeters of parkeerautomaten;

- parkeerstangen voor tweewielers;

- buisleidingen voor al dan niet ondergrondse technische installaties zoals elektrische schakelkasten voor verkeerslichten of openbare verlichting, praatpalen, waterkranen, schakelkasten voor telediffusie;

j) het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van straatverlichting;

k) het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van hierna vermelde reclame- en aanplakzuilen :

- reclamezuilen waarvan de schacht een diameter van hoogstens 1,20 meter heeft en niet hoger is dan 3,50 meter;

- reclameborden die niet hoger zijn dan 2,50 meter en niet breder dan 1,70 meter en waarvan de nuttige oppervlakte 4,00 vierkante meter per zijde bedraagt;

l) het plaatsen of het wijzigen van de grondmarkering;

m) het plaatsen, het verplaatsen of het wegnemen van verkeersdrempels;

n) het plaatsen, het wegnemen of het vernieuwen van systemen voor de exploitatie van sporen en lijnen voor openbaar vervoer zoals bovenleidingsmasten, tekens, portalen, seinhuizen, en -kasten of haltepalen voor de reizigers;

o) het plaatsen, onverminderd het voorafgaande verkrijgen van een wegvergunning, van een open seizoenterras in de horecasector, met een maximumoppervlakte van 50 vierkante meter;

10° het plaatsen van wildkansels in bosgebieden zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 9°, van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882;

11° het optrekken van verdedigingsgebouwen met een operationeel karakter of die strategisch geheim moeten blijven, voor rekening van het Ministerie van Landsverdediging en waarvan de lijst gezamenlijk door het Ministerie van Landsverdediging en de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening wordt opgesteld.

Art. 263. Voor de hierna vermelde handelingen en werken is het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist :

1° het optrekken van een al dan niet overdekt nevengebouw zonder verdieping achter een behoorlijk toegelaten gebouw, als belendend pand of zonder dat het tegen het hoofdgebouw leunt, waarbij aan de voorwaarden van artikel 262, 4°, van het wetboek niet wordt voldaan en voor zover er hoogstens twee per eigendom opgetrokken zijn en ze niet aan elkaar aangebouwd worden. Hun respectievelijke oppervlakte mag niet meer bedragen dan 35 vierkante meter;

2° in een bestaand gebouw :

a) het plaatsen of het wijzigen van vensters in het dakvlak op hoogstens één verdieping, waarbij de wijzigingen een oppervlakte van niet meer dan een kwart van de lengte van de betrokken opgaande muur mogen beslaan;

b) het plaatsen of het wijzigen van glaswanden in opgaande muren, op hoogstens één verdieping, waarbij de wijzigingen een oppervlakte van niet meer dan een kwart van de lengte mogen beslaan van de opgaande muur waarin deze handeling wordt uitgevoerd;

c) het opvullen van glaswanden in het dak of in de opgaande muur voor zover daarvoor hetzelfde bouw materiaal wordt gebruikt als waarin het dak of de opgaande muur is opgetrokken.

3° in de voor- en achtertuinten die vanaf de weg aan de achterkant van de woningen gelegen zijn, de volières en schuilplaatsen voor dieren van meer dan 12 vierkante meter, de duivenhokken voor zover ze op minstens 3,00 meter van de gemeenschappelijke afscheidingen staan;

4° in de voor- en achtertuinten die vanaf de weg aan de achterkant van de woningen gelegen zijn, het aanleggen van een vijver of een openluchtzwembad, die niet bedoeld zijn in artikel 262, 5°, a, van het wetboek;

5° het optrekken van scheidingsmuren;

6° het optrekken van steunmuren;

7° het optrekken van afsluitingen, portalen en hulpdeuren die niet bedoeld zijn in artikel 262, 5°, h, van het Wetboek;

8° het aanleggen van parkeerplaatsen voor meer dan twee en minder dan tien voertuigen;

9° het aanleggen van een terrein voor minder dan vijf afgedankte wagens of minder dan 60 kubieke meter schroot, materiaal of afval, voor zover het geheel vanaf de weg aan de achterkant van de gebouwen staat;

10° het plaatsen van één of meerdere reclameborden of één of meerdere reclamezuilen of -panelen;

11° de afbraak van nevengebouwen die al dan niet tegen het hoofdgebouw leunen en opgetrokken zijn, die niet bedoeld zijn in artikel 262, 7°, van het Wetboek;

12° het aanleggen van één niet overdekt sportterrein per eigendom, voor zover de afstand tot de gemeenschappelijke afscheiding minstens 3 meter bedraagt en de afmetingen van het sportterrein niet meer bedragen dan 45 x 25 meter;

13° het uitvoeren van handelingen en werken die in overeenstemming zijn met de normale bestemming van binnenpleinen en tuinen, voor zover ze tot de handelingen en werken behoren, bedoeld in artikel 262, 5°, a) tot en met d), van het wetboek, maar de voorwaarden ervan niet vervullen;

14° het plaatsen van niet-ingegraven water- of brandstoftanken voor zover ze verband houden met de infrastructuur die nodig is voor de inrichting van het eigendom en niet bestemd zijn voor een handelsactiviteit;

15° het bebossen, ontbossen en vellen van losstaande hoogstammige bomen die geplant zijn in de groengebieden bepaald in een vigerend gewestplan alsmede van de bomen van een goed waarvoor een verkavelingsplan werd opgesteld, met uitzondering van de bijzondere bomen bedoeld in artikel 84, § 1, 11°;

16° het plaatsen op een gebouw van zonnecollectoren die niet bedoeld zijn in artikel 262, 2°, van het Wetboek;

17° het opstellen van verplaatsbare containers;

18° het plaatsen van één of meerdere vaste of verplaatsbare installaties die niet aaneengebouwd moeten worden;

19° het optrekken van antennes, met inbegrip van parabolantennes, masten en andere gelijkaardige structuren, voor zover :

a) die handelingen en werken niet bedoeld zijn in artikel 262, 6°, van het Wetboek;

b) ze op een afstand tot de gemeenschappelijke afscheidingen staan die minstens evenveel bedraagt als bedoelde antennes hoog zijn;

c) die handelingen en werken niet ressorteren onder telecommunicatienetwerken, met name telefoonnetwerken, radiofoonnetwerken, radiotelefoonnetwerken en teledistributienetwerken;

20° de windgeneratoren voor zover ze :

a) niet ressorteren onder een net voor de elektriciteitsproductie en -distributie behoren;

b) ze op een afstand tot de gemeenschappelijke afscheidingen staan die minstens evenveel bedraagt als bedoelde windgeneratoren hoog zijn;

21° de instandhoudings- en onderhoudswerken waarbij het architectonisch uitzicht van een gebouw gewijzigd wordt, zoals het wijzigen van het uitzicht van het bouw materiaal van het dak of van de bedekking van de opgaande muren door zandstraling, verven, cimenteren of aanbrengen van pleisterkalk, het vervangen van sierstenen (baksteen of natuursteen), het vervangen van deuren en raamwerken

22° het wijzigen van de bestemming van een gebouw bedoeld in artikel 84, § 1, 6°, van het Wetboek voor zover geen handeling en werken hiervoor vereist zijn, dat een wijziging van het gebouwd volume of van het architectonisch uitzicht van het gebouw met zich meebrengt, met uitzondering van de in dit artikel bedoelde wijzigingen van het architectonisch uitzicht;

23° de handelingen en werken die betrekking hebben op een wijziging van de bestemming van een gebouw die niet bedoeld is in artikel 84, § 1, 6°, van het Wetboek voor zover ze geen wijziging van het gebouwd volume of van het architectonisch uitzicht van het gebouw met zich meebrengen, met uitzondering van de in dit artikel bedoelde wijzigingen van het architectonisch uitzicht;

24° de handelingen en werken waarvoor een op de datum van de aanvraag steeds geldig stedenbouwkundig attest nr. 2 afgeleverd werd na een gunstig advies (...) van de gemachtigde ambtenaar, voor zover :

a) deze handelingen en werken niet inhouden dat de bepalingen van artikel 114 van het Wetboek toegepast moeten worden;

b) de voorschriften inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw die voor de aanvraag gelden, niet gewijzigd werden sinds de datum van aflevering van het stedenbouwkundig attest nr. 2;

c) het college van burgemeester en schepenen, in voorkomend geval, de naleving van de in het advies van de gemachtigde ambtenaar opgelegde voorwaarden oplegt;

25° het optrekken in een bestaand gebouw van minstens twee woningen, studio's, flats of studentenkamers, voor zover de handelingen en werken die daarop betrekking hebben, geen wijziging van het gebouwd volume of van het architectonisch uitzicht van het gebouw met zich meebrengen, met uitzondering van de in dit artikel bedoelde wijzigingen van het architectonisch uitzicht;

26° de overdekte halteplaatsen voor reizigers van het openbaar vervoer;

27° het plaatsen, onverminderd het voorafgaande verkrijgen van een wegvergunning, van een open seizoenterras in de horecasector, met een maximumoppervlakte van 50,00 vierkante meter of van een overdekt seizoenterras in deze sector;

28° het plaatsen van bijenhuizen of bijenkorven die niet bedoeld zijn in artikel 262, 5°, g, van het Wetboek.

Art. 264. De medewerking van een architect is niet vereist voor :

1° handelingen en werken bedoeld in artikel 262 van het Wetboek;

2° de afbraak van nevengebouwen zonder verdieping of kelder;

3° de bouw van losstaande nevengebouwen die niet voor bewoning bestemd zijn zonder verdieping of kelder, waarvan de oppervlakte minder bedraagt dan 35,00 vierkante meter;

4° de bouw van broeikassen en veranda's die tegen het hoofdgebouw leunen voor zover ze :

a) ze gelijkvloers aangelegd worden;

b) ze maximum 3,50 meter diep zijn;

5° de gevoelige wijziging van het bodemreliëf;

6° het wijzigen van de bestemming, bedoeld in artikel 84, 6°, van het Wetboek;

7° de handelingen en werken bedoeld in artikel 263, 3° t.e.m. 5°, 7° t.e.m. 10°, 12° t.e.m.14°, 17° t.e.m. 23° en 26° t.e.m. 28° van het Wetboek.

8° het bebossen, ontbossen, vellen of snoeien van bomen of hagen;

9° de tenuitvoerlegging van het plan voor het beheer van een staats- of erkend natuureservaat, goedgekeurd door de Regering krachtens artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

10° de autokerkhoven, terreinen voor schroot, materiaal of afval, die niet bedoeld zijn in artikel 263, 9°, van het Wetboek.

Art. 265. De vrijstellingen bedoeld in artikel 262, 9°, in artikel 263, 2°, 5° t.e.m. 8°, 10° t.e.m. 12°, in artikel 263, 14° en 18°, voor zover deze handelingen en werken uitgevoerd worden in de voor- en achtertuinen die langs het wegennet gelegen zijn of tegen de voorgevel of zijgevel van het langs het wegennet opgetrokken gebouw aangelegd zijn, en in artikel 263, 19° t.e.m. 23°, 25° en 26°, zijn niet van toepassing :

1° in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 187 van het Wetboek;

2° in een gebied dat valt onder de toepassing van het algemeen reglement op gebouwen van toepassing op beschermde gebieden van sommige gemeenten op stedenbouwkundig vlak, bedoeld in hoofdstuk XVII van boek IV van het Wetboek;

3° in een gemeentelijk grondgebied of een gedeelte daarvan waar het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden bedoeld in hoofdstuk XVII quater van boek IV van het Wetboek.

4° in een gebied dat valt onder de toepassing van het gewestelijk stedenbouwkundig reglement over de geluidskwaliteit van de bouwwerken in een luchthavenomtrek, bedoeld in hoofdstuk XVIIsexies van titel I van boek IV van het Wetboek.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de vergunningsaanvragen waarvoor een ontvangstmelding of -bewijs opgesteld werd vanaf de vijftiende dag na de inwerkingtreding ervan.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juli 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET